

LE JOUR, 1950
23 JUIN 1950

LE CHEMIN DE DAMAS

Nous pensons que l'intérêt du Liban et celui de la Syrie commandent dans toute négociation économique entre les deux pays la plus grande prudence. Car improviser serait s'exposer à des regrets et échouer serait reculer, tandis que le temps montre le paysage sous un jour plus clair et que les solutions viennent d'elles-mêmes comme mûrit le fruit.

Cela ne veut pas dire qu'il fallait rester impassible et attendre dans l'immobilité. Mais si l'on veut le succès, il faut une expérience plus décisive, une préparation plus sérieuse et des dispositions plus sereines.

Dans l'esprit du Gouvernement, des considérations de pure politique et de politique personnelle, en un sens, peuvent passer, en ce moment, avant les considérations économiques. Des questions de relations, et de similitude de tendances, peuvent prévaloir sur les questions d'intérêt général. Nous ne voudrions pas cela.

Ce serait mal servir le Liban, ce serait le desservir même que de tenter de bâcler un accord tandis que le Gouvernement en Syrie se définit lui-même un gouvernement d'attente et que la Syrie élabore toujours sa Constitution.

D'autre part, le Liban est à cette heure dans sa position la plus favorable. Les récoltes en céréales rentrent, les cultures maraîchères et fruitières approchent de leur plein épanouissement, les perspectives du tourisme sont favorables et, pour longtemps, il n'y pas de risque de manquer de quoi que ce soit. Les choses étant ce qu'elles sont, ce serait une légèreté de compromettre le bénéfice moral et matériel de la situation défensive où le Liban se trouve ; car, n'ayant pas voulu la rupture, le Liban s'y est tout simplement adapté ; et les mois qui viennent montreront que l'adaptation est moins difficile qu'on ne pense.

Notre sentiment est qu'il faut garder le plus possible notre liberté de mouvements, et que ce serait un tort de nous embarquer dans des conversations approfondies avant l'heure. Tout le passé montre en effet combien les conversations ont été superficielles ou vaines quand elles ne résultaient pas d'une longue réflexion, et qu'elle se sont traduites généralement par des malentendus aggravés. Un certain état de passagère euphorie peut engager le Gouvernement dans une voie hasardeuse. Nous ne croyons pas malgré tout que le Gouvernement sous-estimé les difficultés. Si nous les rappelons à son souvenir, c'est pour lui éviter, et à notre pays, un désenchantement renouvelé et de nouvelles désillusions.